

Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France  
Unité départementale des Yvelines

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2018-46117**  
**concernant la société PLASTYL**  
**pour les installations exploitées à ABLIS (78660) - 28 rue de la Mairie**

Le Préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'Honneur

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2662 (stockage de polymères matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;**

**Vu le récépissé préfectoral en date du 21 juin 1993 donnant acte à la société PLASTYL de sa déclaration relative à l'exploitation à Ablis (78660), 28 rue de la Mairie, d'activités relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 1996 mettant à jour le classement des activités de la société PLASTYL pour ses activités exercées 28 rue de la Mairie (78660) Ablis ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 mettant à jour le classement des activités de la société PLASTYL pour son établissement situé 28 rue de la Mairie (78660) Ablis ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2002 imposant à la société PLASTYL des prescriptions complémentaires relatives au dépôt d'un dossier sur la base de l'article 3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pour les installations qu'elle exploite à Ablis (78660) 28 rue de la Mairie ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2012 mettant à jour le classement des installations exploitées par la société PLASTYL sur le site d'Ablis (78660) 28 rue de la Mairie et prévoyant des mesures relatives à l'adaptation progressive des locaux :**

**– installation d'un système de détection incendie dans les ateliers (article 7.6) : fin 2012 ;**



- hangar de matières premières (article 8.2.1) : détection incendie et étude du comportement au feu des bâtiments (fin 2012) modification des stockages (mi 2013) ;
- extinction automatique de l'atelier de transformation avec réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> ;
- rétention des eaux d'incendie dans une zone étanche de 360 m<sup>3</sup>

Vu le courrier en date du 15 mai 2017 par lequel la société PLASTYL a proposé des échéances s'échelonnant jusqu'à la fin de l'année 2017 afin de mettre en conformité ses installations avec l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 mai 2017 mettant en demeure la société PLASTYL pour les installations qu'elle exploite à Ablis (78660) 28 rue de la Mairie de respecter certaines dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 juillet 2012 :

- **Article 7.6. Dispositifs de prévention et d'alerte** : satisfaire à la prescription relative à la mise en place d'une détection d'incendie avec alarme sonore dans le hangar de stockage de matières sous un le délai de 3 mois ;
- **Article 8.2.1.1. Comportement au feu des bâtiments** : satisfaire à la prescription relative au comportement au feu du bâtiment de stockage des matières plastiques en transmettant les résultats de l'étude technico-économique demandée sous un délai n'excédant pas 2 mois, accompagnés d'un échéancier de réalisation des travaux qui seraient nécessaires afin de respecter les dispositions de l'article 8.2.1.1.
- **Article 8.2.1.2. Aménagement et organisation du stockage** : respecter le principe des allées vides de tout stockage entre les racks du bâtiment de stockage dans un délai de 2 mois.
- **Chapitre 3.3. Valeurs limites de rejet des effluents atmosphériques** : effectuer les analyses et contrôles prévus par l'arrêté dans un délai de 3 mois et de communiquer les résultats dès réception à l'inspection. Si des dépassements sont constatés, l'exploitant fera le diagnostic de l'origine des écarts constatés et proposera les mesures correctives de nature respecter les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral.
- **Article 4.4.1. Eaux pluviales** : respecter la périodicité annuelle des contrôles des rejets aqueux de ses installations et les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral en du 9 juillet 2012 en :
  - analysant les raisons des dépassements des valeurs de rejets aqueux de 2013 (état général du site, maîtrise de la dispersion des matières dans les ouvrages de canalisations, entretiens des réseaux...)
  - prenant les mesures correctives nécessaires concernant l'exploitation et l'entretien des ouvrages ;



- effectuant dans un délai de 6 mois le contrôle des rejets pluviaux au titre de l'année 2017.

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2018 faisant suite au contrôle effectué le 26 janvier 2018 sur le site exploité par la société PLASTYL à Ablis (78660) 28 rue de la Mairie proposant la mise en demeure de l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques] selon l'échéancier suivant ;

- **dans un délai de trois mois** : réalisation d'un appel d'offres pour travaux en vue de satisfaire les exigences de stabilité au feu ½ heure du bâtiment de stockage, choix du prestataire et lancement du bon de commande ou ordre de service ;
- **dans un délai de 6 mois** : renforcement de la stabilité au feu de la structure porteuse et de l'ossature du bâtiment ;
- **dans un délai de 12 mois** : réalisation de l'isolation de la couverture et de l'ensemble des façades.

**Vu** le courrier en date du 21 mars 2018 transmettant à l'exploitant le rapport sus-visé et le projet d'arrêté pour observations éventuelles ;

**Vu** le courrier en date du 4 mai 2018 par lequel l'exploitant transmet des éléments qui font suite aux constats de l'inspection sur le site le 26 janvier 2018 et au rapport du 13 février 2018 ;

**Considérant** que l'inspection des installations estime qu'il n'est pas possible en l'état de substituer les obligations réglementaires de tenue au feu du bâtiment par une solution de sprinklage dont l'équivalence en termes de sécurité n'est pas démontrée (proposition de l'exploitant motivée par une situation financière difficile) ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de maintenir la mise en demeure avec uniquement une modification de forme sur la mesure à prendre et de faire application des dispositions de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;**

## **ARRETE**

**Article 1er** : La société PLASTYL exerçant une activité de transformation de polymères, sur la commune d'Ablis (78660) 28 rue de la Mairie, **est mise en demeure, dans un délai de 3 mois** de réaliser un cahier des charges techniques pour travaux en vue de satisfaire les exigences de stabilité au feu ½ heure du bâtiment de stockage, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000.



**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

**Article 4** - le présent arrêté sera notifié à la société PLASTYL à Ablis et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au : secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de Rambouillet, maire de la commune d'Ablis, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **28 MAI 2018**

Le Préfet

Le chef de l'unité territoriale des Yvelines

Henri KALTEMBACHER

